

Crise sociale à La Poste

SUD PTT claque la porte des “négociations”

Depuis la médiatisation de la crise sociale à La Poste suite à la conférence de presse organisée par SUD PTT le 26 septembre, le Siège, loin de prendre la mesure de la situation de souffrance vécue par les agents, n'a eu de cesse que de vouloir allumer des contre-feux. C'est ainsi que des négociations concernant les factrices et les facteurs, ainsi que les encadrant-es, ont été annoncées dans la précipitation.

Notre fédération a déjà pointé le fait que ces négociations ne s'étendaient pas à l'ensemble de La Poste, et nous avons dénoncé la duplicité d'une direction n'appliquant pas sur le terrain la suspension des réorganisations, pourtant annoncée.

Un projet d'accord qui accélère et renforce les causes de la souffrance au travail

La Poste propose aux organisations syndicales de négocier un projet d'accord qui, en 30 pages (sans parler des annexes), ne dit pas un mot de la crise sociale et sanitaire vécue par les agents. Nous avons au contraire sous les yeux un exercice d'auto-satisfaction parfaitement assumé. Un comble, et tout un symbole. C'est que, loin de répondre à la situation, cet accord se situe dans la droite ligne du plan stratégique 2015-2020, autrement dit de la politique menée depuis des années, cette même politique qui conduit les postier-es droit dans le mur. Pire, nos dirigeant-es mettent les deux pieds sur l'accélérateur ! Plus de flexibilité pour réorganiser, la remise en cause de la tournée comme socle du métier de facteur/trice (malgré les déclarations d'intention), et rien en matière d'emploi par exemple. Des primes censées faire passer la pilule, dont les montants sont à eux seuls une provocation. Une prime unique de 150€ bruts pour le passage en coupure méridienne. Des primes de 5€ et 7€ (bruts toujours) pour les facteurs/trices remplaçant-es (par jour de remplacement !). A peine de quoi se payer un sandwich !

Mobiliser pour peser

SUD PTT refuse de cautionner cette mascarade. C'est pourquoi, après avoir lu une déclaration préalable, nous avons, comme la CGT, quitté la réunion de “négociation” du 21 novembre. Peu après et devant la situation de blocage manifeste, l'UNSA quittait elle aussi la séance.

Une intersyndicale se tient mardi 22 novembre au siège de la fédération CGT. Nous proposons l'organisation d'une journée nationale de grève dans l'ensemble des services de La Poste le 8 décembre. Pour peser face à une direction qui s'enferme dans le déni et qui continue de dérouler, au mépris des conséquences, sa politique désastreuse, la mobilisation la plus large est nécessaire. Il est de la responsabilité des organisations syndicales de travailler à la construire ensemble.

Paris le 21 novembre 2016